

Prévention des risques technologiques et Maîtrise de l'urbanisation

Joint UNECE Workshop on safety and land-use planning (Industrial
Accidents Convention, Protocol on Strategic Environmental
Assessment, Committee on Housing and Land Management)

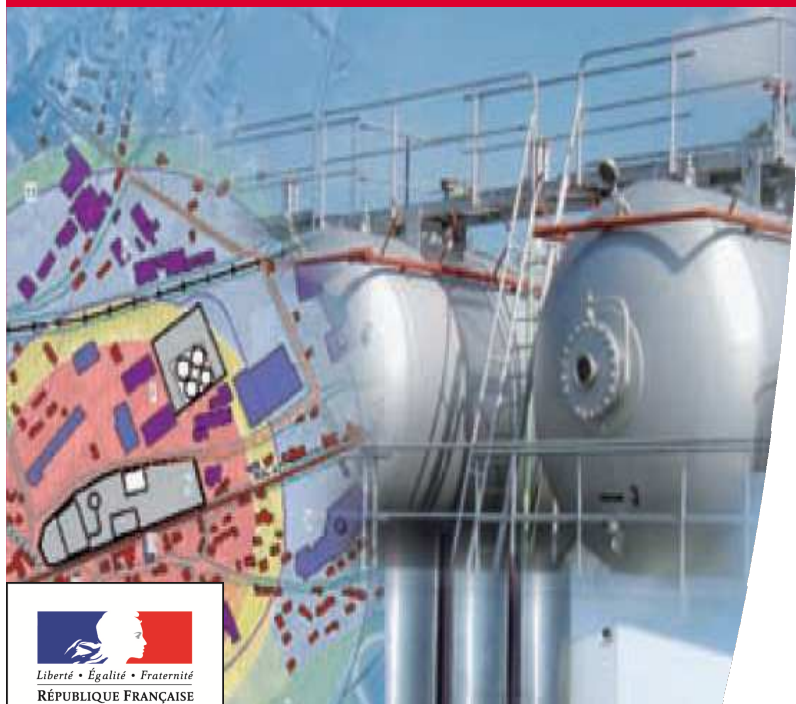
13 avril 2016

Lionel PREVORS

MEDDE/DGPR/SRT/SDRA/BRIEC

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Ministère
de l'Environnement,
de l'Énergie
et de la Mer

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer

www.developpement-durable.gouv.fr

Prévention des risques technologiques

Maîtrise de l'urbanisation

Préambule

- i. Principes Généraux Définitions
- ii. Les 4 piliers
- iii. Proportionnalité / responsabilité

II. Etude de dangers

- i. Attentes relatives au contenu
- ii. Démarche générale
- iii. Conséquence post-AZF
- iv. Mesure de maîtrise des risques

III. Maîtrise de l'urbanisation

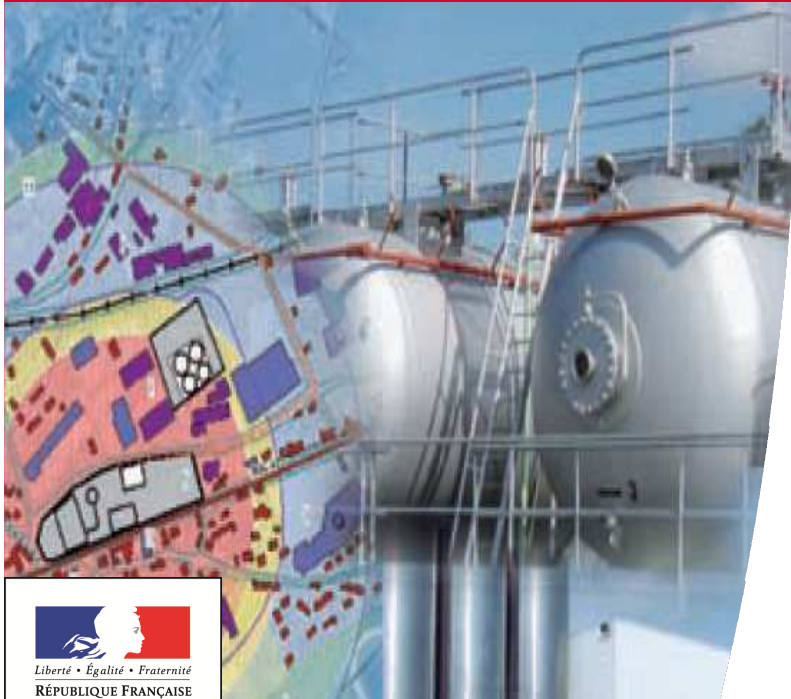
- i. Dispositif réglementaire 1/2
- ii. Dispositif réglementaire 2/2
- iii. Les outils de la maîtrise de l'urbanisation
- iv. Préconisation

IV. Le plan de prévention des risques technologiques PPRT

- i. Qu'est ce que le PPRT ?
- ii. PPRT - Comment élaborer un Plan de Prévention des Risques Technologiques
- iii. Procédure PPRT
- iv. Servitudes d'utilité publique et Seveso

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préambule

- 1810 Décret du 15 octobre 1810 relatif aux manufactures et ateliers qui répandent une odeur insalubre ou incommode
- 1976 Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement
- 1980 Arrêté ministériel du 26 septembre 1980 fixe les règles qui permettent de déterminer les distances d'isolement
- 1987 Loi du 22 juillet 1987 a pour objectif la maîtrise de l'urbanisation + guide en 1990
- 2000 Codification dans le Code de l'Environnement
- 2003 Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages
- Circulaire du 10 mai 2010 EDD et PPRT
- 2005 Arrêté du 29 septembre 2005 (évaluation des risques : probabilité, intensité, cinétique et gravité) & Circulaire du 29 septembre 2005, dite circulaire « MMR » : donne la grille d'acceptabilité du risque.

Prévention des risques technologiques

Maîtrise de l'urbanisation

Préambule

- i. Principes Généraux Définitions
- ii. Les 4 piliers
- iii. Proportionnalité / responsabilité

II. Etude de dangers

- i. Attentes relatives au contenu
- ii. Démarche générale
- iii. Conséquence post-AZF
- iv. Mesure de maîtrise des risques

III. Maîtrise de l'urbanisation

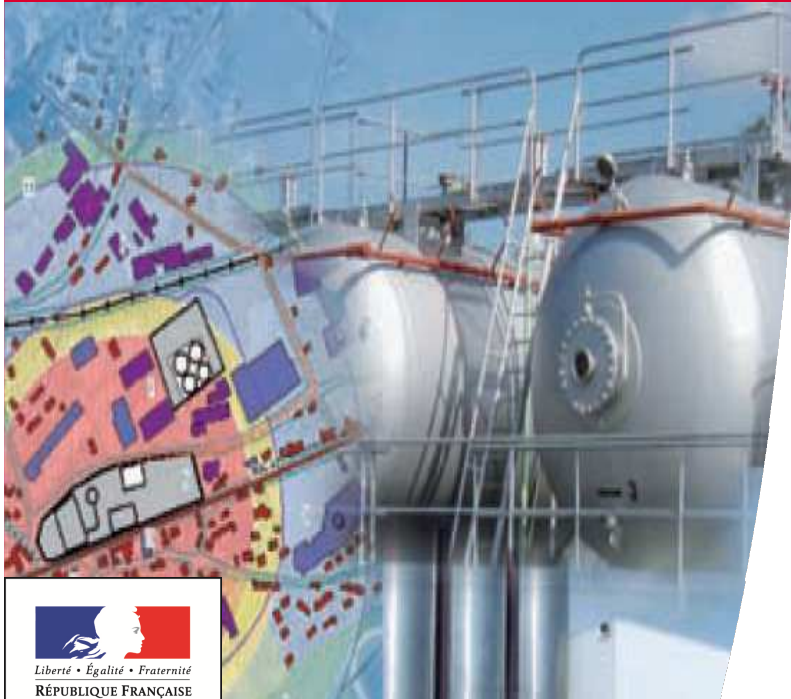
- i. Dispositif réglementaire 1/2
- ii. Dispositif réglementaire 2/2
- iii. Les outils de la maîtrise de l'urbanisation
- iv. Préconisation

IV. Le plan de prévention des risques technologiques PPRT

- i. Qu'est ce que le PPRT ?
- ii. PPRT - Comment élaborer un Plan de Prévention des Risques Technologiques
- iii. Procédure PPRT
- iv. Servitudes d'utilité publique et Seveso

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Prévention du risque technologique majeur

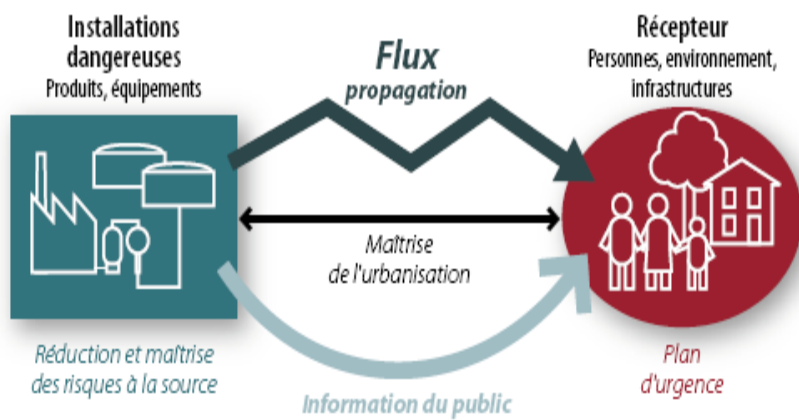
Quelques Principes généraux

- Application du principe pollueur-payeur,
- Une action globale, un service unique pour tous les risques, nuisances ou rejets induits par les usines
- Une réglementation technique nationale = {utilisation des meilleures techniques disponibles (MTD) - Mesures de maîtrise des risques (MMR) } à un coût économiquement acceptable,
- Une diffusion de l'information et la publicité auprès du public
 - *Les enquêtes publiques sont regroupées en 2 catégories :*
 - celles relatives aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement et régies par le Code de l'Environnement (CE),
 - celles régies par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.
- Tout projet faisant l'objet d'une étude d'impact (EI) est soumis à enquête publique
Tous les sites Seveso soumis à Autorisation =>> **Enquête Publique pour tous les sites Seveso.**
- Mise en œuvre du principe de proportionnalité défini aux articles C.E.- R. 512-8 (Étude d'Impact - EI) et C.E.- R. 512-9 (Étude de Dangers - EDD)



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les 4 piliers de la prévention du risque industriel



- Porter à connaissance
- Plan Local Urbanisme
- Plan de Prévention des Risques Technologiques

4/ Maîtrise de l'urbanisation

1/ Réduction des risques à la source

- Meilleures techniques disponibles
- Réduction des quantités présentes
- Substitution des substances
- Arrêté complémentaire
- Inspection

Etude de dangers

2/ Organisation des secours

- Plan Opération Interne
- Plan Particulier Intervention
- PCS

3/ Information des populations

- Campagne d'information
- Plaque d'information
- Commission de suivi de site



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère
de l'Environnement,
de l'Énergie
et de la Mer

Rappel sur la réglementation relative aux ICPE

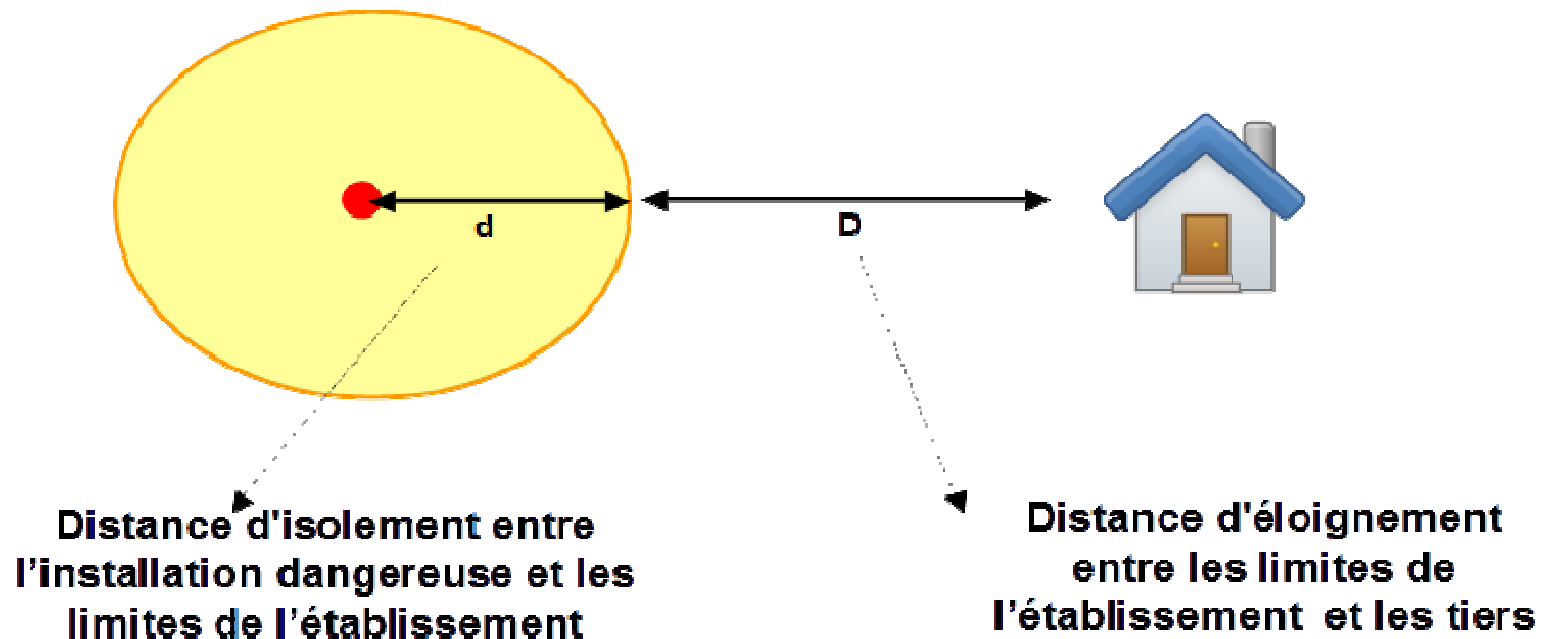
Quelques principes

Le principe de proportionnalité :

Les exigences sont adaptées en fonction du potentiel de dangers ou de nuisances d'une installation classée (principe que l'on retrouve dans la maîtrise d'urbanisation)

La responsabilité de l'exploitant :

L'exploitant d'une installation est le premier et l'unique responsable de son fonctionnement et du respect des prescriptions qui lui sont applicables (mais pas en dehors de son site)



Prévention des risques technologiques

Maîtrise de l'urbanisation

Préambule

I. Prévention des risques

- i. Principes Généraux Définitions
- ii. Les 4 piliers
- iii. Proportionnalité / responsabilité

II. Les risques technologiques

- i. Attentes relatives au contenu
- ii. Démarche générale
- iii. Conséquence post-AZF
- iv. Mesure de maîtrise des risques

III. Maîtrise de l'urbanisation

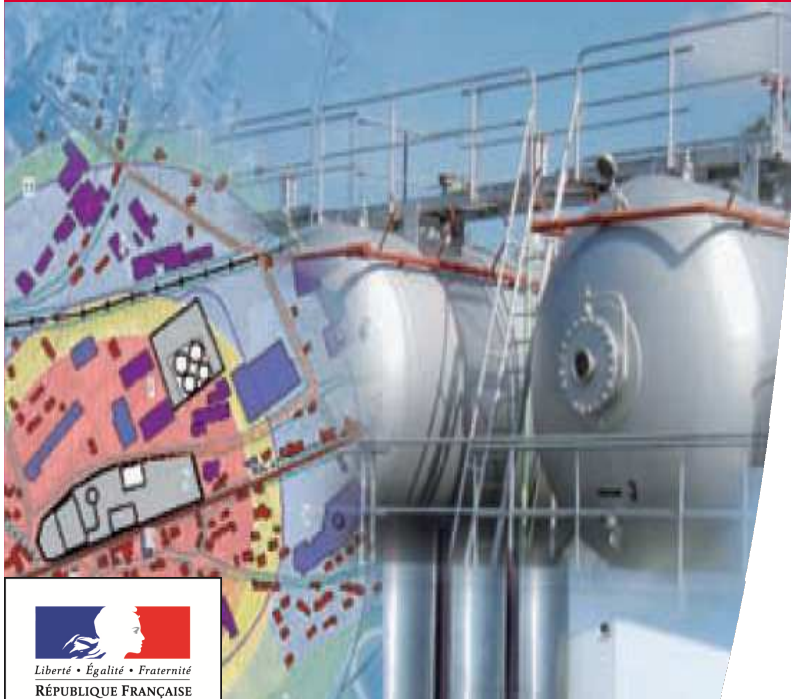
- i. Dispositif réglementaire 1/2
- ii. Dispositif réglementaire 2/2
- iii. Les outils de la maîtrise de l'urbanisation
- iv. Préconisation

IV. Le plan de prévention des risques technologiques PPRT

- i. Qu'est ce que le PPRT ?
- ii. PPRT - Comment élaborer un Plan de Prévention des Risques Technologiques
- iii. Procédure PPRT
- iv. Servitudes d'utilité publique et Seveso

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

L'étude de dangers (EDD) = rapport de sécurité

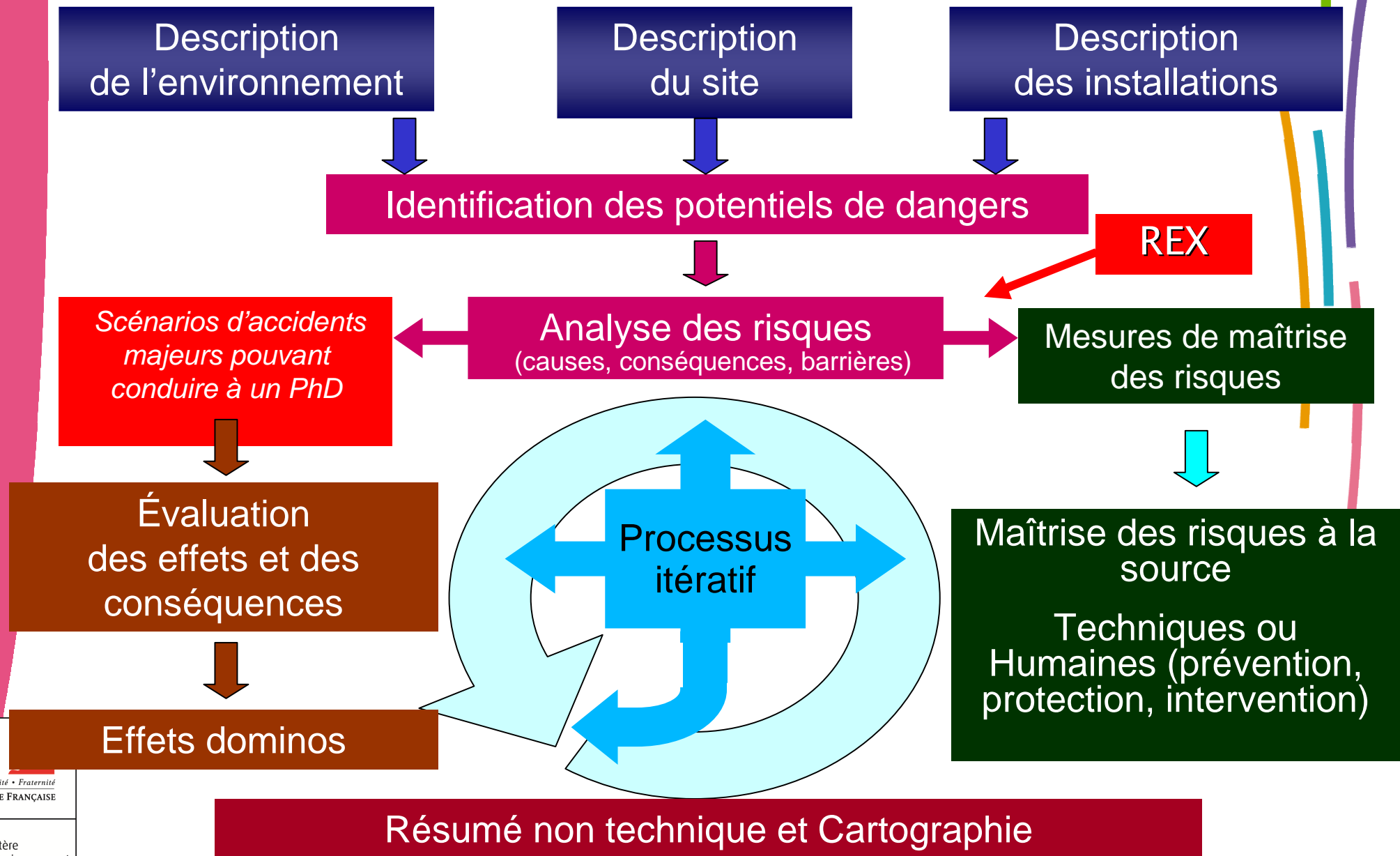
Dans l'étude de dangers, l'exploitant rend de son action pour caractériser, analyser, évaluer, prévenir et réduire les risques de son ou ses installation(s).

L'EDD permet de s'assurer que les enjeux vulnérables, les potentiels de dangers et les agresseurs externes sont correctement identifiés, s'assurer que le principe de proportionnalité est correctement appliqué,

L'EDD permet de vérifier que les conclusions de l'estimation des risques en probabilité et gravité soient justifiées par une démarche rigoureuse et transparente,

L'EDD permet de vérifier que les informations développées dans l'étude de dangers permettent d'organiser les secours, et la maîtrise de l'urbanisation éventuelle.

Démarche générale de l'étude de dangers



AZF

Les enseignements de l'accident
AZF :

La loi du 30 juillet 2003 répond à de
nouveaux principes des EDD,
information du public et PPRT
notamment



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère
de l'Environnement,
de l'Énergie
et de la Mer

Prévention des risques technologiques

Maîtrise de l'urbanisation

Préambule

I. Prévention des risques

- i. Principes Généraux Définitions
- ii. Les 4 piliers
- iii. Proportionnalité / responsabilité

II. Etude de dangers

- i. Attentes relatives au contenu
- ii. Démarche générale
- iii. Conséquence post-AZF
- iv. Mesure de maîtrise des risques

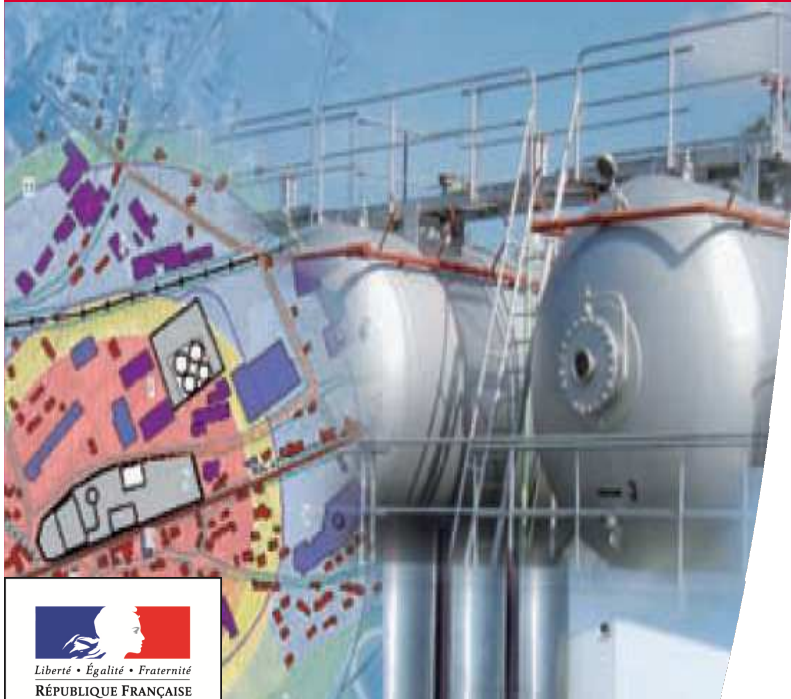
- i. Dispositif réglementaire 1/2
- ii. Dispositif réglementaire 2/2
- iii. Les outils de la maîtrise de l'urbanisation
- iv. Préconisation

IV. Le plan de prévention des risques technologiques PPRT

- i. Qu'est ce que le PPRT ?
- ii. PPRT - Comment élaborer un Plan de Prévention des Risques Technologiques
- iii. Procédure PPRT
- iv. Servitudes d'utilité publique et Seveso

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



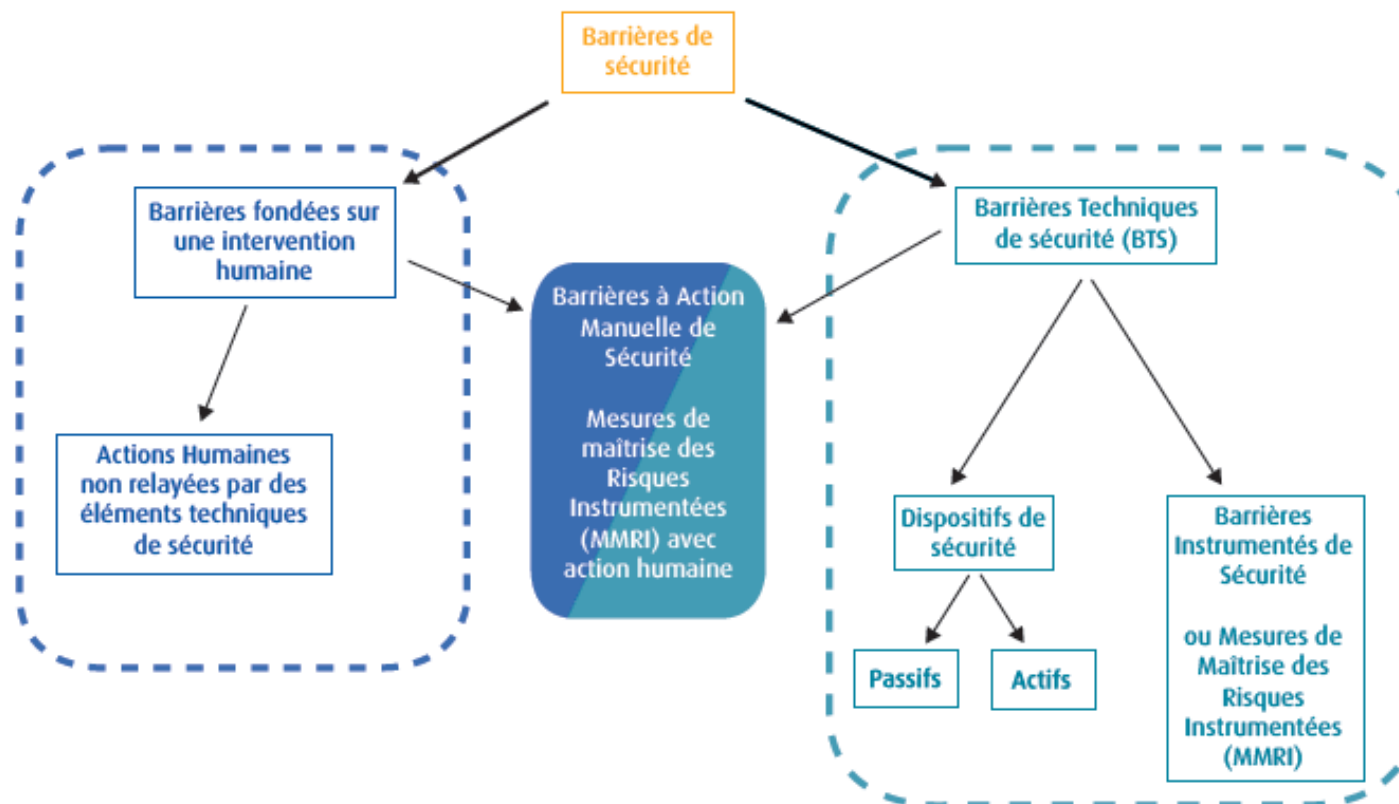
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Mesures de maîtrise des risques = barrières de sécurité

Les mesures de maîtrise des risques permettent,

- soit de réduire la probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux en tenant compte de leur probabilité de défaillance.
- soit de réduire les effets des phénomènes dangereux. Ces effets sont alors évalués en tenant compte des caractéristiques des mesures en place, notamment du temps de réponse et de l'efficacité..

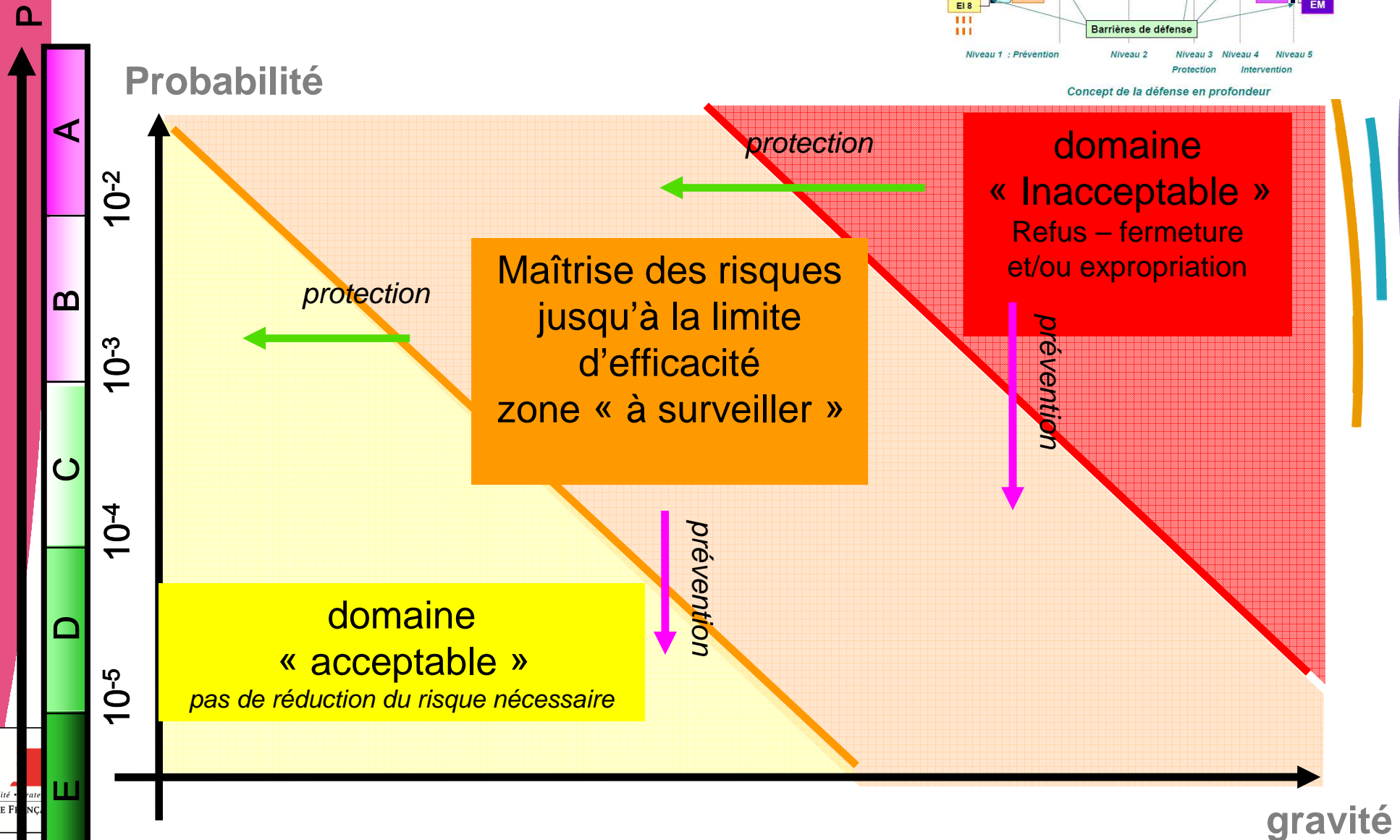
Schéma I : typologie des barrières



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère
de l'Environnement,
de l'Énergie
et de la Mer

Notion et priorités de maîtrise de risque

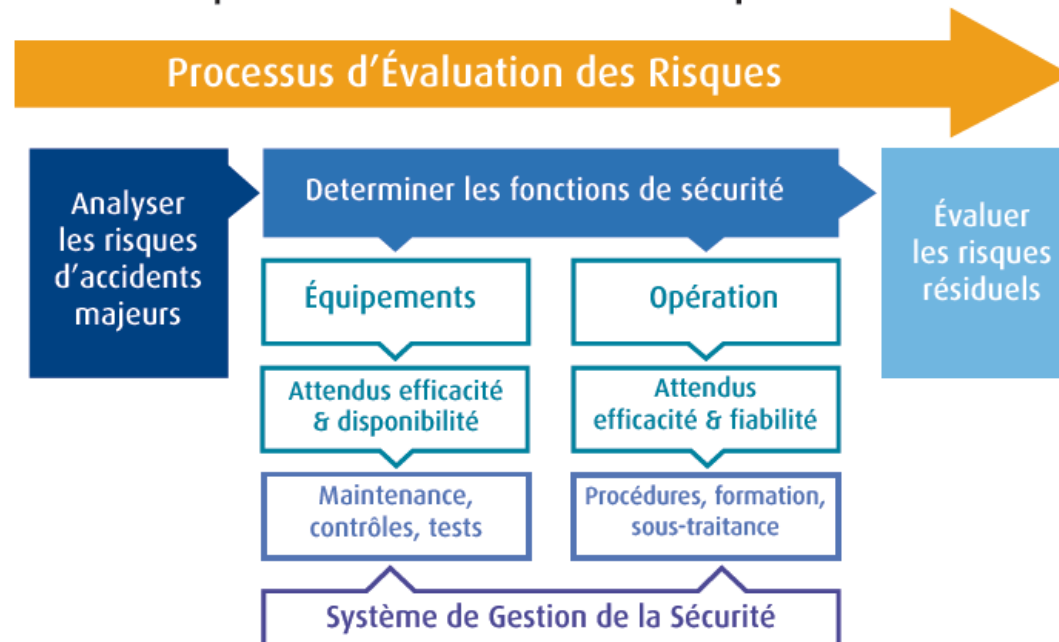


Mesures de maîtrise des risques

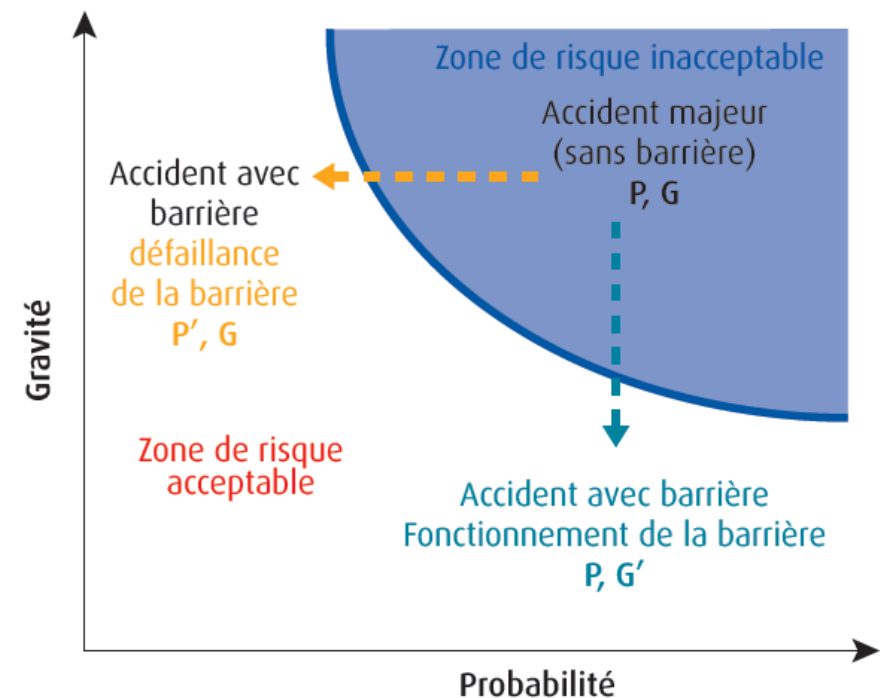
Les mesures de maîtrise des risques permettent,

- soit de réduire la probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux en tenant compte de leur probabilité de défaillance.
- soit de réduire les effets des phénomènes dangereux. Ces effets sont alors évalués en tenant compte des caractéristiques des mesures en place, notamment du temps de réponse et de l'efficacité..

Schéma II : processus d'évaluation des risques



ma III : réduction du risque par les barrières



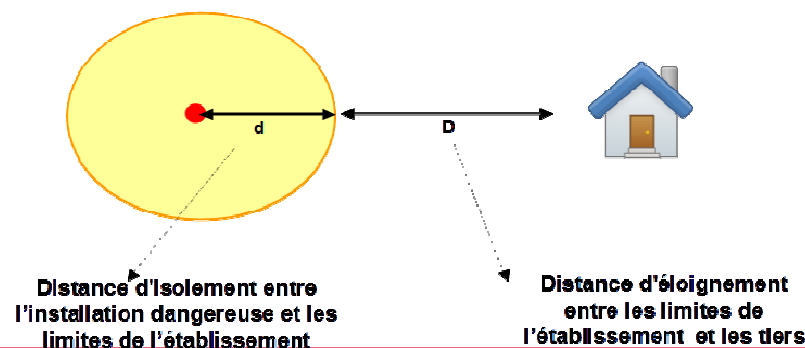
Maitrise de l'urbanisation

Dispositif réglementaire actuel

Comment maîtriser l'urbanisation autour d'un site industriel :

- Axe 1 : Prévoir des distances d'éloignement entre l'ICPE et les tiers **lors de l'implantation de l'installation** → **distance d'éloignement** pour assurer la compatibilité du site avec son environnement. Pas de garantie dans le temps
- Axe 2 : Prévoir une maîtrise du foncier par l'exploitant autour de l'installation **durant toute la durée d'exploitation** → **distance d'isolement**. Garantie dans le temps si imposé.
- Axe 3 : Prévoir des mesures de maîtrise d'urbanisation adaptées dans les documents d'urbanisme (POS, PLU ...) → **maîtrise de l'urbanisation**. Garantie dans le temps

Règles d'urbanisme



Maitrise de l'urbanisation

Dispositif réglementaire actuel

Le cas des installations soumises à autorisation

Maîtrise d'urbanisation effectuée sur la base d'un porter à connaissance établi (PAC) – Circ. 4/05/2007 relative aux PAC « risques technologiques » :

- élaboration d'un **Porter à Connaissance** lorsque des distances d'effets sortent du site
- pour les **sites nouveaux**, après vérification de la mise en œuvre des MTD et de la compatibilité du site avec son environnement (zone exposée non-constructible par exemple, ou encore servitudes de droit privé), le **Porter à Connaissance est fait simultanément à la proposition d'arrêté préfectoral d'autorisation**
- pour les **sites existants**, après vérification de la mise en œuvre des MTD, le **PAC est fait à l'issue de l'instruction de l'EDD, le cas échéant simultanément à la proposition d'arrêté préfectoral complémentaire.**

→ Les principes de maîtrise de l'urbanisation sont gradués en fonction du niveau d'intensité et de la probabilité d'occurrence
→ Pas d'indemnisation possible

Les outils de la maîtrise de l'urbanisation (hors PPRT)



L. 512-1 CE :
Autorisation ICPE si
l'installation est
suffisamment éloignée

L. 515-8 CE : Servitudes
autour des sites AS

PAC: information au
maire

Application du R. 111-2 CU

Modification des
documents
d'urbanisme

PIG (R.123-1 CU)
Si pas de prise en
compte du PAC par
le maire



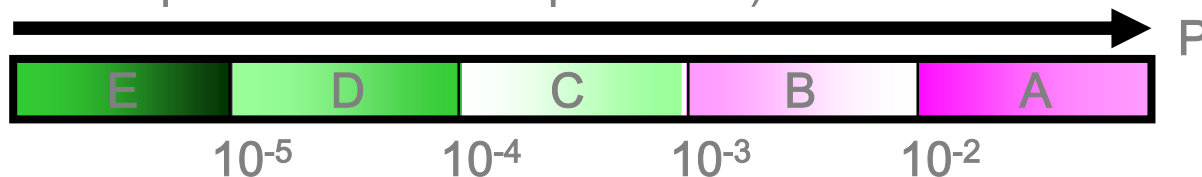
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère
de l'Environnement,
de l'Énergie
et de la Mer

Les différents cas d'installations soumises à autorisation (maîtrise d'urbanisation) définis par circulaire 2007 MU

Préconisations probabilité A, B, C ou D :

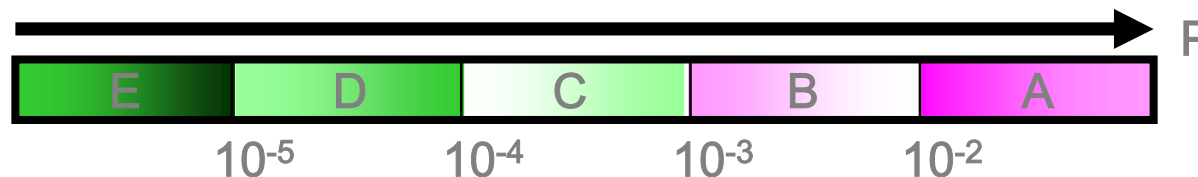
- **Effets létaux significatifs (5%)** : toute nouvelle construction interdite sauf installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques ;
- **Effets létaux (1%)** : toute nouvelle construction interdite sauf installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, aménagements et extensions d'installations existantes ou nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles (effets dominos et gestion des situations d'urgence). Construction d'infrastructure de transport autorisée uniquement pour desserte ;
- **Effets irréversibles** : aménagement ou extension de constructions existantes possibles. Nouvelles constructions possibles sous réserve de ne pas augmenter la population exposée ;
- **Effets indirects** : l'autorisation de nouvelles constructions est la règle (avec conditions pour effet de surpression).



Le cas des installations soumises à autorisation (maîtrise d'urbanisation)

Préconisations probabilité E :

- **Effets létaux significatifs** : toute nouvelle construction interdite sauf installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine des risques, aménagements et extensions d'installations existantes ou nouvelles installations classées soumises à autorisation compatibles (effets dominos et gestion des situations d'urgence) ;
- **Effets létaux** : aménagement ou extension de constructions existantes sont possibles. Nouvelles constructions possibles sous réserve de ne pas augmenter la population exposée ;
- **Effets irréversibles ou indirects** : l'autorisation de nouvelles constructions est la règle (avec conditions pour effet de surpression).



Prévention des risques technologiques

Maîtrise de l'urbanisation

Préambule

I. Prévention des risques

- i. Principes Généraux Définitions
- ii. Les 4 piliers
- iii. Proportionnalité / responsabilité

II. Etude de dangers

- i. Attentes relatives au contenu
- ii. Démarche générale
- iii. Conséquence post-AZF
- iv. Mesure de maîtrise des risques

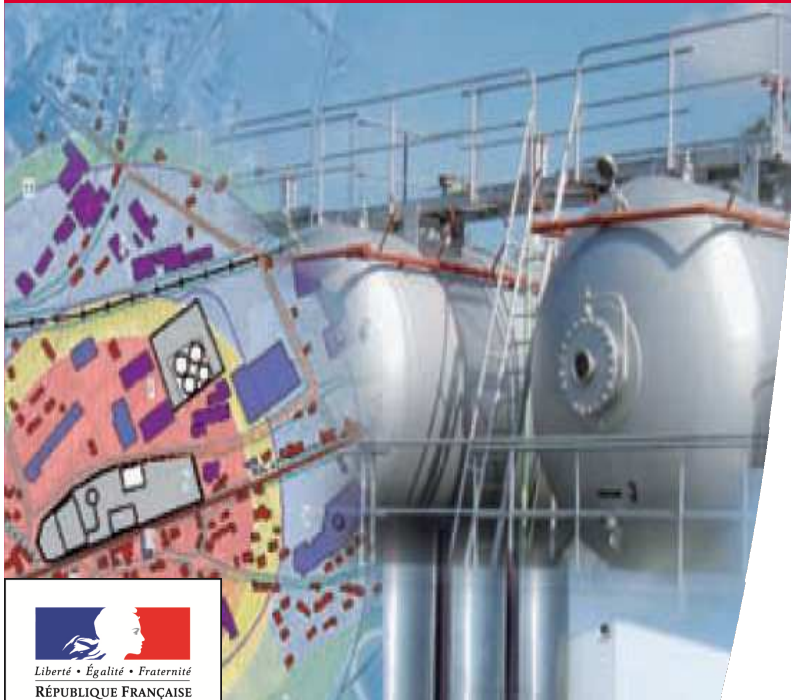
- i. Dispositif réglementaire 1/2
- ii. Dispositif réglementaire 2/2
- iii. Les outils de la maîtrise de l'urbanisation
- iv. Préconisation

IV. Le plan de prévention des risques technologiques PPRT

- i. Qu'est ce que le PPRT ?
- ii. PPRT - Comment élaborer un Plan de Prévention des Risques Technologiques
- iii. Procédure PPRT
- iv. Servitudes d'utilité publique et Seveso

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat
Prévention des risques
Développement durable
Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

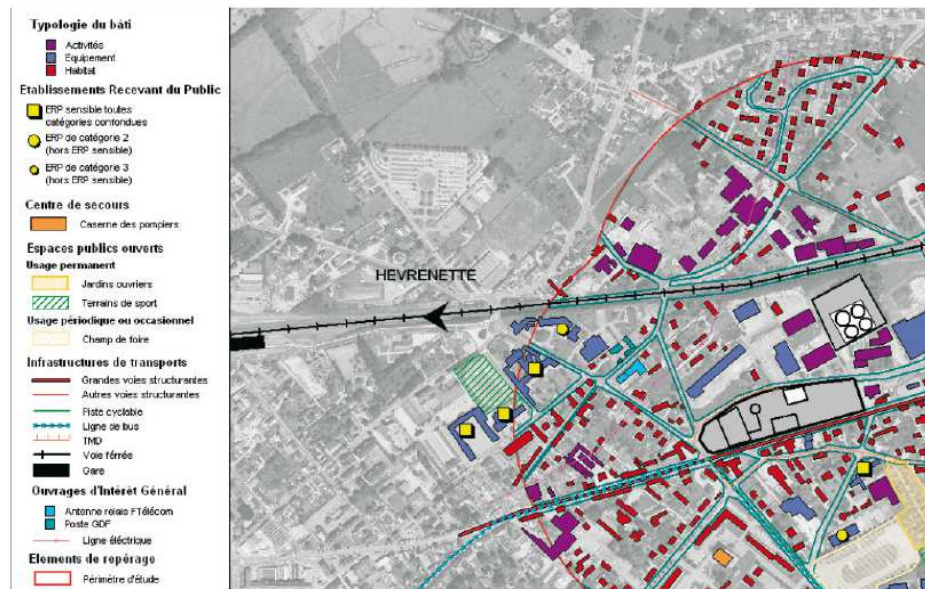
PPRT - Comment élaborer un Plan de Prévention des Risques Technologiques ?

La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages prévoit un nouvel outil de maîtrise de l'urbanisation aux abords de certaines installations industrielles à haut risque : les plans de prévention des risques technologiques (PPRT).

Double objectif :

- **Résoudre les situations difficiles** en matière d'urbanisme héritées du passé
- **Mieux encadrer l'urbanisation future.**

Les PPRT concernent les établissements SEVESO « seuil haut ». Au total, près de 394 PPRT concernant plus de 600 établissements Seveso SH et 850 communes sont à élaborer.



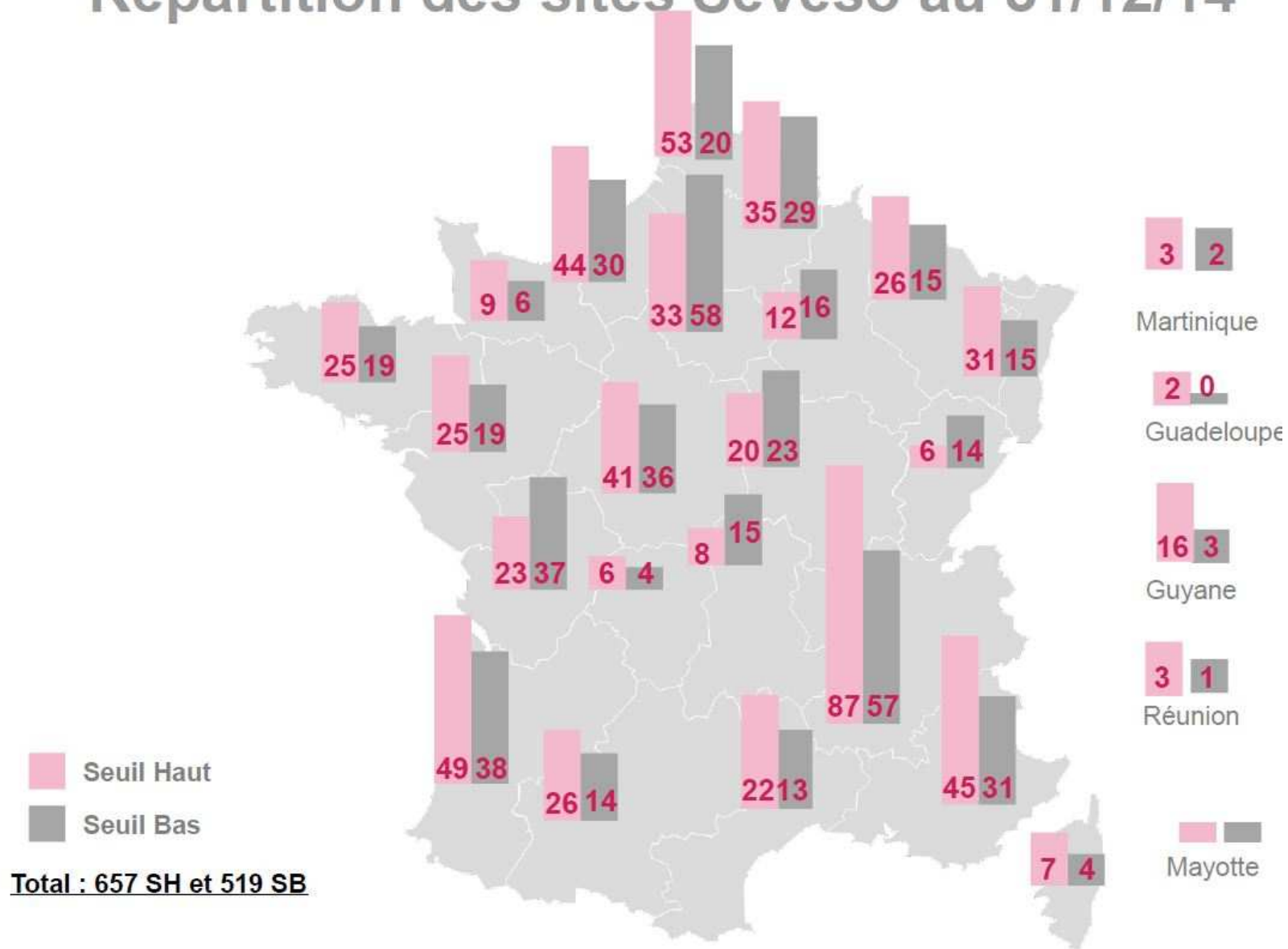
Exemple de carte de synthèse des enjeux (source : Guide PPRT - MEDDE)



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère
de l'Environnement,
de l'Énergie
et de la Mer

Répartition des sites Seveso au 31/12/14



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Les outils du PPRT

Périmètre d'exposition aux risques
(1^{er} alinéa de l'article L.515-16 CE)

Mesures de maîtrise de
l'urbanisation **future**
(I de l'article L.515-16 CE)

Etablir des **prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation** (autorisation sous conditions ou interdiction) pour toute construction nouvelle, extension de construction existante ou réalisation d'aménagements ou d'ouvrages

Mesures foncières pour l'
Existant
Financement tri-partite Etat
Collectivité Industriel
(II et III de l'article
L.515-16 CE)

Définir des **secteurs de délaissement** possible (cinétique rapide, risque important et danger grave pour la vie humaine)
Définir des **secteurs d'expropriation** possible (cinétique rapide, risque important et danger très grave pour la vie humaine)
+ préemption

Mesures de protection l'
Existant **Financement tri-partite pour les logements Etat Collectivité Industriel**
(IV de l'article L.515-16 CE)

Objectifs : réduire la vulnérabilité du bâti existant et futur pour protéger les personnes
Nature : fonction du type d'effet rencontré (toxique, thermique, surpression) seul ou combiné et de la vulnérabilité des enjeux

Démarche d'élaboration

Procédure d'élaboration

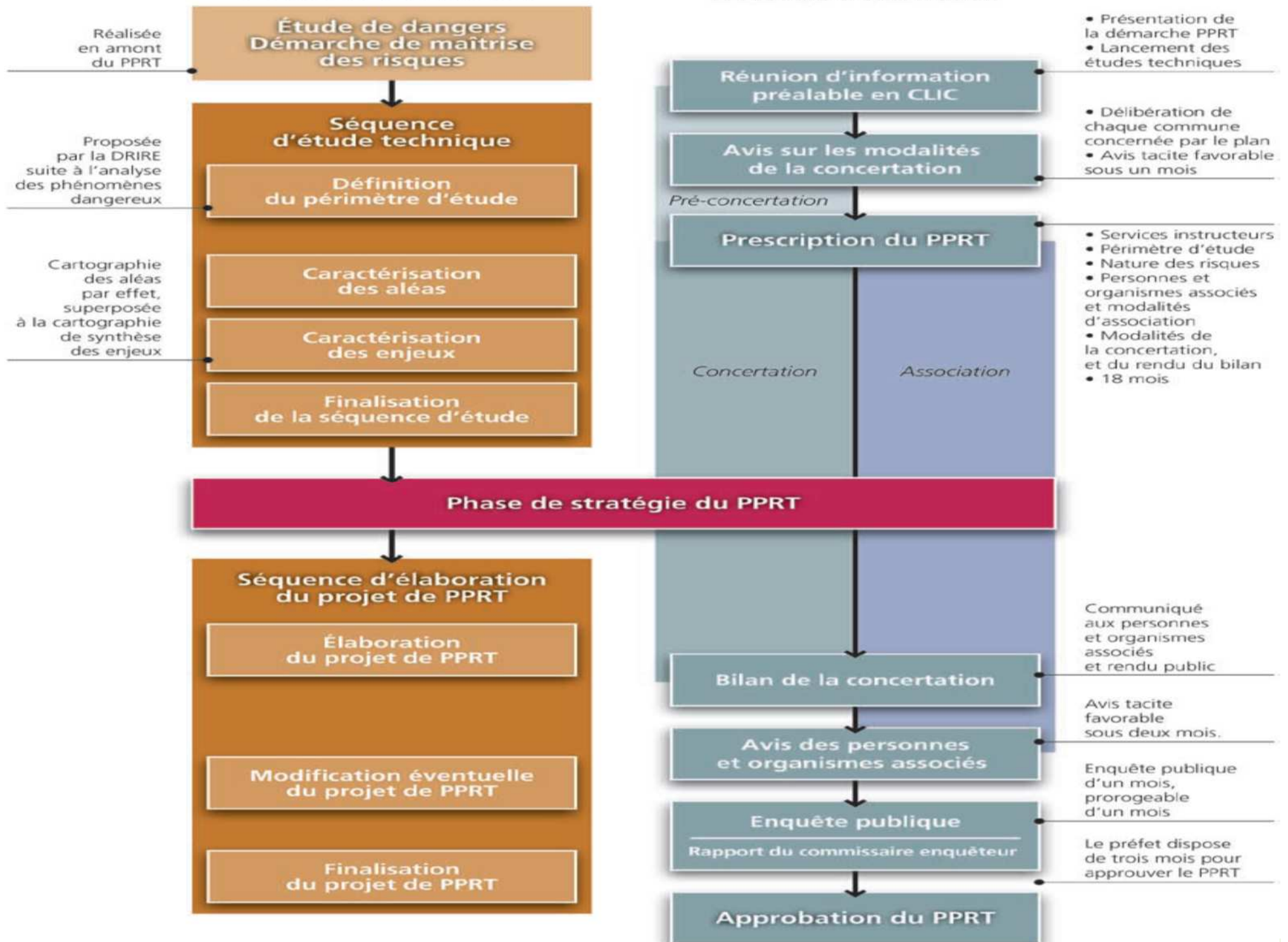


Fig. 17 - Coordination entre démarche d'élaboration et procédure d'élaboration du PPRT

Servitudes d'utilité publique pour les futurs Seveso

Le cas des sites Seveso et les PPRT

Contenu des servitudes d'utilité publique :

- limitation ou interdiction du droit d'implanter des constructions ou des ouvrages et d'aménager des terrains de camping ou de stationnement de caravanes ;
- subordination des autorisations de construire au respect de prescriptions techniques ;
- limitation des effectifs employés dans les installations industrielles et commerciales qui seraient créées ultérieurement.

**Ces servitudes sont indemnissables par l'exploitant
(préjudices directs, matériels et certains)**



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Merci de votre attention



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Ministère
de l'Environnement,
de l'Énergie
et de la Mer